

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Weber  
CS 52 002  
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 10/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LANGUEDOC LAVAGES**

707, rue Bacchus  
ZI de Grézan  
30 000 NÎMES

Références : SC/2024-06-240  
Code AIOT : 0006606726

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement LANGUEDOC LAVAGES implanté 707, rue Bacchus, ZI de Grézan, 30 000 Nîmes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de deux actions nationales 2024 :

- l'action nationale « sécheresse » qui s'inscrit dans la nécessité d'une gestion équilibrée de la ressource en eau en période de sécheresse. Pour cela, l'arrêté ministériel « sécheresse » du 30 juin 2023 définit les mesures de restriction à mettre en œuvre au sein des établissements industriels prélevant des quantités d'eau importante et/ou ceux prélevant dans une ou plusieurs masse(s) où les tensions sur la ressource sont particulièrement fortes ;
- l'action nationale « PFAS » qui vise à la réduction de la présence des PFAS à la source et à la poursuite de la surveillance des milieux. En ce sens, l'arrêté ministériel « PFAS » du 20 juin 2023 impose aux installations classées concernées d'analyser la présence de PFAS dans leurs effluents aqueux.

L'objectif de cette visite est de vérifier :

- la conformité de l'établissement à l'arrêté du 30 juin 2023 susvisé durant les périodes de sécheresse, ainsi que sa préparation aux épisodes à venir,
- les analyses des effluents en fonction de tous les PFAS susceptibles d'être présents tout en respectant les exigences de fiabilité et de précision pour l'analyse de ses effluents.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LANGUEDOC LAVAGES
- 707, rue Bacchus, ZI de Grézan,
- Code AIOT : 0006605262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

La société LANGUEDOC LAVAGES est spécialisée dans le nettoyage de citernes de camions routiers. Les installations sont régulièrement exploitées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°17-077N du 17 mai 2017 autorisation la création et l'exploitation d'une installation de lavage interne de citernes routières par la société LANGUEDOC LAVAGES.

Les dispositions relatives à la surveillance des rejets aqueux de l'établissement ont été complétées par l'arrêté préfectoral n°22-075-DREAL du 15 novembre 2022.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- AN 24 Sécheresse
- AN 24 PFAS
- Produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse



approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Modification	Arrêté Préfectoral 17/05/2017, article 1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Rétention	Arrêté Préfectoral 17/05/2017, article 3.16.1	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet
2	Réduction d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
3	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
5	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
6	Qualification pour réaliser les campagnes d'analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Exigences des prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Précision des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réalisés sur le site dans le cadre de l'action nationale « Sécheresse » ont montré que les installations exploitées par la société LANGUEDOC LAVAGES sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé du fait que les prélèvements d'eau annuels pour le process dépassent les 10 000 m<sup>3</sup> et les installations ne sont pas exemptées des obligations de réduction au regard des 4 critères définis par ce même arrêté.

L'inspection invite l'exploitant à réfléchir sur les différentes actions qu'il pourrait mettre en œuvre

pour réduire sa consommation d'eau ou recycler une partie des eaux utilisées en cas de période de sécheresse.

S'agissant de l'action nationale « PFAS », l'inspection a permis de s'assurer la bonne application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2024 susvisé. Ainsi, l'inspection a pu vérifier que l'exploitant a analysé ses effluents en fonction des PFAS susceptibles d'être présents, a respecté les exigences de fiabilité et de précision pour l'analyse de ses effluents et déclaré ses résultats sur le module GIDAF.

À l'issue de la visite, l'inspection n'a constaté aucun fait non conforme.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de fournir des justificatifs relatifs à l'implantation d'une nouvelle cuve de stockage et à la rétention constatée pleine d'eau le jour de la visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Prélèvements d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, Article 1-I

**Thème(s) :** Action nationale 2024, Consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup> et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

**Constats :**

L'établissement exploité par la société LANGUEDOC LAVAGES relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2795 (Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux). L'établissement a débuté son activité sur le site actuel en 2019.

Les besoins en eau pour le process (lavage de l'intérieur des citernes alimentaires et industrielles) provient du réseau d'alimentation en eau potable de la commune.

Les prélèvements d'eau total du site est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup> par an. Les consommations d'eau annuelle du site à partir de sa mise en service sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Année	Consommation d'eau en m <sup>3</sup>
2019	16 438
2020	18 778
2021	18 778
2022	23 032
2023	24 422

Compte de ce qui précède, les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé sont applicables à l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N°2 : Réduction d'eau de l'exploitant****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, Article 2**Thème(s) :** Action nationale 2024, Respect des mesures de restrictions**Prescription contrôlée :**

I. Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

**Constats :**

Le jour de l'inspection, aucun des niveaux de gravité sécheresse n'était déclenché, le Gard n'étant actuellement pas rentré en période de sécheresse. Ces prescriptions ne s'appliquent actuellement pas aux installations exploitées par LANGUEDOC LAVAGES.

L'inspection a néanmoins interrogé l'exploitant sur les mesures de réduction de prélèvements d'eau qui seraient possibles de mettre en œuvre en cas de période de sécheresse.

L'exploitant a indiqué avoir mis en place en 2023 dans les lieux fréquentés par le personnel, un affichage afin de sensibiliser le personnel aux règles d'économie d'eau.

S'agissant des consommations d'eau liées au process, l'exploitant a précisé devoir appliquer les bonnes pratiques de lavage aussi bien pour les citernes dites « alimentaires » (citernes ayant contenu du chocolat, vin, huiles, petfood...) que pour les citernes dites « industrielles » (citernes ayant contenu de la soude, chaux, polyols, déchets pharmaceutiques...). La durée de lavage des citernes est en moyenne de 20 à 25 minutes avec une durée de lavage plus longue en fonction du produit ayant été stocké dans la citerne. Le facteur de volume d'eau par le nombre de citernes lavées reste constant depuis 4 ans (de l'ordre de 1,5). Cela démontre que la consommation d'eau pour le lavage des citernes est étroitement liée au nombre de citernes lavées sur le site et la difficulté de réduire les prélèvements d'eau.

Néanmoins, l'exploitant réfléchit à la possibilité d'installer une cuve enterrée qui permettrait de recueillir les eaux de rinçage (dernière étape du procédé de lavage) des citernes « alimentaire » afin de pouvoir les ré-utiliser en eaux de lavage. Ce recyclage de l'eau nécessiterait des coûts importants au vu des travaux à entreprendre pour l'implantation de la cuve (travaux de génie civil, branchement de la cuve à la bache d'eau alimentaire de la chaudière, nouveaux raccordements au niveau des pistes de lavage). Ainsi ce projet ne pourra être exécuté à court terme mais reste d'actualité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°3 : Les installations exemptées****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, Article 3**Thème(s) :** Action nationale 2024, Installations non soumises à l'article 2**Prescription contrôlée**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du Code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- un nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

**Constats :**

Les installations exploitées par la société LANGUEDOC LAVAGES ne sont pas exemptées des obligations de réduction, car elles ne répondent à aucun des 4 critères d'exemption définis par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2024 susvisé.

Comme évoqué dans la fiche de constat n°2, l'exploitant est en cours de réflexion sur la possibilité de recycler les eaux de rinçage dans le procédé de lavage des citernes. Cette réutilisation d'eau n'a pas été chiffrée par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N°4 : Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 2
<b>Thème(s) :</b> Action nationale 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant indique avoir examiné successivement toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés sur le site (produits dédiés au nettoyage des citernes et produits de traitement pour la station de prétraitement du site), ainsi que celles concernant les produits ayant été contenus dans les citernes lavées sur le site.  En particulier, la section 3 (compositions et informations sur les composants) de la FDS a été étudiée et aucun PFAS n'a été relevé dans les différents produits employés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N°5 : Réalisation des campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 3
<b>Thème(s) :</b> Action nationale 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé une campagne d'analyses des substances PFAS sur trois mois consécutifs telle que prévue à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé. Ces trois campagnes se sont déroulées du 11 décembre au 12 décembre 2023, du 15 janvier au 16 janvier 2024 et du 19 février au 20 février 2024. Les prélèvements ont été effectués au niveau du point de rejet de la station de prétraitement du site.  La première campagne d'analyses a bien été réalisée dans les 6 mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, délai imposé selon la rubrique ICPE de l'établissement (rubrique n°2795).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N°6 : Qualification pour réaliser les campagnes d'analyses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4
<b>Thème(s) :</b> Action nationale 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  Les prélèvements des 3 campagnes de mesures ont été effectués par CERECO, laboratoire accrédité COFRAC.  Quant aux analyses, elles ont été sous-traitées au laboratoire AGROLAB qui est un organisme qui détient une accréditation délivrée par les organismes d'accréditation nationaux respectifs.  L'exploitant a été informé par CERECO par mail du 2 août 2023 que les 3 analyses seraient réalisées par <i>un prestataire accrédité pour la recherche de PFAS (sous-traitance avec un partenaire analytique)</i> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N°7 : Exigences des prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4
<b>Thème(s) :</b> Action nationale 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant a pu justifier que les prélèvements ont été réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Le nombre de citernes lavées pendant les trois campagnes de mesures a été quantifié : 59 citernes en décembre 2023, 63 citernes en janvier 2024 et 62 citernes en février 2024, soit une soixantaine de citernes en moyenne journalière. Ce chiffre est en cohérence avec le nombre de camions citernes se déplaçant sur le site dans l'année (14 160).  Les prélèvements ont été effectués au niveau du point de rejet de la station de prétraitement du site. Les effluents analysés n'ont pas été dilués avec d'autres effluents, notamment les eaux usées sanitaires.  Les analyses des effluents prélevés ont porté sur les 20 PFAS listés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, ainsi que l'indice AOF qui permet de détecter le fluor organique adsorbable en milieu aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N°8 : Précisions des mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, Article 4
<b>Thème(s) :</b> Action nationale 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
<b>Constats :</b>  Les résultats des 3 campagnes d'analyses mettent en évidence un dépassement de la limite de quantification de 2 µg/l pour l'indice AOF (décembre 2023 : 130 µg/l, janvier 2024 : 97 µg/l et février 2024 : 42 µg/l). S'agissant de chacune des substances PFAS analysées, la limite de quantification de 100 ng/l est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N°9 : Modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, Article 1.7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification apportée aux installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Par application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Pour les besoins de la station de prétraitement du site, le produit dénommé Bioaccélérateur BA 55 est utilisé en grande quantité (environ 1 000 l par semaine). Ce produit permet d'activer les bactéries du bassin biologique de la station. Ce produit est actuellement livré en IBC de 1 000 l et est entreposé sur rétention dans le local de station de prétraitement pour l'IBC en cours et sur plusieurs bacs de rétention correctement dimensionnés au niveau d'une zone dédiée pour les IBC en réserve (4 conteneurs pleins le jour de l'inspection).  Pour des questions de gain de place et de coût, l'exploitant souhaite implanter une cuve PEHD double enveloppe de 15 m³ de ce produit qui sera donc livré en vrac (vu le devis établi par la société ATS daté du 10 juin 2024). La cuve sera implantée sur une dalle béton à proximité immédiate du bassin biologique.  L'exploitant devra transmettre un courrier d'information à l'inspection mentionnant tous les éléments d'appréciation (devis, plans, fiche de données de sécurité du produit, impacts et inconvénients).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N°10 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, Article 3.16.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentelles, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, il a été constaté qu'une rétention sur laquelle était placé un IBC de 1 000 l de RENOVALU (produit d'entretien et de rénovation des citernes métalliques), était remplie d'eau de pluie. Il est demandé à l'exploitant de vider sans délai la rétention et de fournir sous 7 jours le justificatif permettant de prouver le respect de la conformité (photos).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours